

Sommaire

1 – Le contexte général de l'enquête	page	2
1. 1 - La production d'eau potable à Servoz	page	2
1. 2 - Les captages de Béton et Gaillands : une situation juridique inaboutie	page	2
1. 3 - Une enquête parcellaire qui fait suite à une Déclaration d'Utilité Publique ancienne	page	3
2. - Organisation et déroulement de l'enquête	page	4
2.1 - Organisation de l'enquête	page	4
2.1.1 - Les organismes et personnes qui ont suivi le dossier	page	4
2.1.2 – La visite des deux sites de captage de Béton et Gaillands	page	4
2.1.3 - Lancement de la seconde enquête parcellaire et désignation du Commissaire Enquêteur	page	4
2.1.4 - L'arrêté préfectoral d'enquête publique	page	5
2.1.5 - Composition du dossier d'enquête	page	5
2.1.6 - L'information du public	page	5
2.1.6.1 - Annonces légales	page	5
2.1.6.2 - Affichage réglementaire	page	6
2.1.6.3 - Publication réglementaire par voie informatique	page	6
2.1.7 - La notification individuelle à l'administrateur provisoire de la Communauté des dépendances de Pormenaz	page	6
2.1.8 - Les registres d'enquête	page	7
2.2 - Déroulement de l'enquête	page	7
2.2.1 - Première permanence du 6 mars 2023	page	7
2.2.2 - Rencontre avec M. MOGENY	page	7
2.2.3 - Seconde permanence du 23 mars 2023	page	9
2.2.4 - Clôture de l'enquête	page	9
3. Analyse	page	9

1 – Le contexte général de l'enquête

1. 1 - La production d'eau potable à Servoz

La Commune de Servoz compte 1068 habitants au 01/01/2020. Ces résidents bénéficient de services gérés par la Commune et la Communauté de communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc (CCVCMB) à laquelle Servoz est rattachée.

Entre autres prestations figure l'alimentation en eau potable, qui est une compétence prise en charge par la CCVCMB depuis le 01/01/2018. A ce titre Servoz recensait 595 abonnés au réseau de distribution au 01/01/2020, et donc le seuil de 600 abonnés est atteint actuellement.

Dans la pratique, la Commune de Servoz est alimentée par 2 des 20 captages ou forages que compte la CCVCMB : le premier est le captage de Béton (parfois orthographié Betton), qui a permis de produire 29.785 m³ en 2019 et 105.890 m³ en 2020, et l'autre celui de Gaillands dont la production s'est élevée à 90.905 m³ en 2019 et 66.488 m³ en 2020. Ces deux forages permettent d'alimenter les 3 réservoirs présents sur la commune (réservoirs de la Côte, du Mont Servoz et du Reposoir).

1. 2 - Les captages de Béton et Gaillands : une situation juridique inaboutie

Si les deux forages sont opérationnels, il n'en demeure pas moins que sur le plan juridique ils ne sont pas strictement conformes aux dispositions juridiques découlant du Code de l'environnement et du Code de la santé publique, et notamment l'article L 1321-2 de ce dernier reproduit ci-dessous :

Article L 1321-2 du code de la santé publique : « *En vue d'assurer la protection de la qualité des eaux, l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine mentionné à l'article L 215-13 du code de l'environnement détermine autour du point de prélèvement un périmètre de protection immédiate dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété et un périmètre de protection rapprochée à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes sortes d'installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux* ».

L'administration a engagé les démarches devant conduire, à leur terme, à l'acquisition des parcelles inscrites dans les périmètres de protection immédiate. Ainsi cette procédure a-t-elle été menée activement en 2009 et 2010 sous l'égide du Préfet de la Haute-Savoie et de l'Agence Régionale de Santé, et elle a abouti à une Déclaration d'Utilité Publique (D.U.P.) prononcée par arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2013 (Cf. *Annexe 1*), à l'issue d'une première enquête publique, comportant une enquête parcellaire, qui avait été mise en œuvre du lundi 24 septembre 2012 au vendredi 12 octobre 2012 .

Par la suite, des difficultés juridiques sont apparues concernant les parcelles appartenant à la « Communauté des dépendances de Pormenaz » qui ont empêché de mener à bien l'acquisition des parcelles du périmètre de protection immédiat des captages.

En effet l'ancienneté d'un mode de gestion partagée des terres, qui remonte à des temps anciens, antérieurs au rattachement de la Savoie à la France, s'est révélée source de contraintes empêchant une acquisition foncière répondant aux règles de droit contemporain.

En outre la représentation même de cette communauté posait problème, en l'absence de statuts enregistrés selon des règles juridiques valides au regard du droit français, et d'autre part du fait d'une désignation n'offrant pas suffisamment de garanties au plan juridique pour permettre de procéder aux acquisitions foncières prévues par la D.U.P.

Le temps passant il a fallu proroger la durée de validité de la D.U.P. de 2013, ce qui a été fait par un nouvel arrêté préfectoral en date du 24 juillet 2018 (Cf. Annexe 2).

Les collectivités (en l'occurrence la Commune de Servoz, mais également la Communauté des Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc - CCVCMB - qui intègre Servoz) ont dû commencer par régler la question de la représentation de la Communauté des dépendances de Pormenaz, ce qui a demandé beaucoup de recherches et de temps, pour être finalement obtenu par une ordonnance du Président du Tribunal Judiciaire de Bonneville en date du 30 septembre 2022, qui a permis la désignation à titre d'administrateur provisoire de M. Jean-Paul MOGENY, résidant à Servoz.

A partir de là, il a été décidé d'entreprendre une seconde enquête parcellaire afin de confirmer la désignation des parcelles incluses dans les périmètres et disposer des sécurités juridiques nécessaires à l'acquisition des terrains concernés.

Le présent rapport a pour objectif de rendre compte de cette seconde enquête parcellaire.

1. 3 - Une enquête parcellaire qui fait suite à une Déclaration d'Utilité Publique ancienne

L'enquête à laquelle il a été procédé du 6 au 23 mars 2023 présente quelques particularités :

- cette enquête parcellaire s'inscrit dans la continuité d'une procédure de protection de captages de Béton et de Gaillands, qui a donné lieu à une D.U.P. dont la portée initiale de 5 ans a dû être prorogée pour 5 années supplémentaires par arrêté préfectoral du 24 juillet 2018 ;
- il y a lieu pour la puissance publique de mener à son terme la procédure avant le 27 juillet 2023, ainsi que spécifié à l'article 2 de l'arrêté de prorogation ;
- un seul compte de propriété est concerné au titre de cette enquête parcellaire, celui de la Communauté des dépendances de Pormenaz, dont l'administrateur provisoire a dû être désigné par voie de justice, comme indiqué plus haut ;
- enfin il y a lieu de signaler que par arrêté préfectoral du 9 janvier 2017, la compétence en matière d'eau potable de la commune de Servoz a été transférée à la CCVCMB, avec effet au 01/01/2018 ¹ ; de ce fait, c'est à cette Communauté de communes qu'il appartiendra de procéder aux acquisitions parcellaires, et non à la Commune de Servoz comme prévu à l'origine.

1 - Depuis le 1^{er} janvier 2018, La Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc gère la distribution de l'eau sur la commune de Servoz par l'intermédiaire d'un contrat de gérance correspondant à un mixte entre une régie publique (O2VCMB) et les compétences d'un prestataire de service (SUEZ) .

2. - Organisation et déroulement de l'enquête

2.1 - Organisation de l'enquête

2.1.1 - Les organismes et personnes qui ont suivi le dossier

Les décisions en matière d'utilité publique sont du ressort de l'État : c'est donc l'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes qui a piloté la démarche visant à la protection des captages de la Commune de Servoz, et c'est cette ARS, via son Service Santé Environnement et plus précisément Mme Aurore FÉRAL, à la délégation de Haute-Savoie/Pôle Santé Publique, qui a pris en charge l'organisation de la seconde enquête parcellaire.

L'ARS a été assistée pour les aspects techniques de l'opération, par Teractem, Société d'Économie Mixte, et en particulier par M. Emmanuel SESMAT, chef de projets et expert foncier.

Au sein de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc, c'est Mme Corinne JACQUIER, responsable du Service foncier, qui a pris en charge le suivi de l'enquête.

Pour la Commune de Servoz, M. Nicolas EVRARD, Maire, ainsi que M. Jérôme BOUCHET, 1^{er} Adjoint au Maire, et Mme Anouchka VERDIER, Secrétaire de Mairie, ont été mes interlocuteurs.

Je remercie ici toutes ces personnes pour la disponibilité et l'écoute qui m'ont été accordées.

2.1.2 – La visite des deux sites de captage de Béton et Gaillands

Rendez-vous a été pris pour le jeudi matin 23 mars avec M. Jérôme BOUCHET, 1^{er} Adjoint au Maire de Servoz, - *que je remercie de sa disponibilité à mon égard* - afin de visualiser sur le terrain les deux captages de Béton et de Gaillands, ceci à l'issue d'une petite randonnée par des chemins pentus et parfois encore bien enneigés.

Cette visite m'a été très utile et l'a permis de voir concrètement et in situ les installations de captage de Bétons et des Gaillands, qui tous deux sont situés en pleine forêt et avec une accessibilité limitée.

J'ai établi deux planches photographiques montrant les lieux visités en rapport avec les plans, et j'ai mis en annotation les observations faites, qui font apparaître certaines discordances (d'importance relative) entre les plans cadastraux et le terrain (ceci notamment pour le captage de Bétons). (Voir ces deux planches photographiques à la suite de ce rapport d'enquête).

2.1.3 - Lancement de la seconde enquête parcellaire et désignation du Commissaire Enquêteur

C'est par une délibération du 17 novembre 2022 (Cf. Annexe 3) que la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc a approuvé la demande faite au Préfet de lancer une seconde enquête parcellaire, après avoir entendu le rapport de M. Nicolas EVRARD, Maire de Servoz, et en l'occurrence intervenant en tant que 1^{er} Vice-Président de la CCVCMB.

L'ARS a établi la demande de désignation d'un commissaire enquêteur par courrier en date du 17 janvier 2023 (Cf. Annexe 4), ce qui a conduit à l'ordonnance du 1^{er} février 2023 du Président du Tribunal Administratif de Grenoble me nommant pour cette enquête (Cf. Annexe 5).

2.1.4 - L'arrêté préfectoral d'enquête publique

Au reçu de cette désignation, j'ai contacté l'Agence Régionale de Santé, ainsi que M. SESMAT à Teractem, en vue de définir les dates d'enquête.

La période d'enquête a été fixée du lundi 6 mars 2023 à 14 h 00 (ceci pour tenir compte des heures d'ouverture de la mairie de Servoz où ont été établis le siège de l'enquête et les deux permanences) jusqu'au jeudi 23 mars 2023, soit 17 jours consécutifs.

Sur cette base, l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête a été signé par M. le Préfet de la Haute-Savoie le 10 février 2023 (Cf. Annexe 6). L'avis d'enquête a été établi conjointement et daté du même jour (Cf. Annexe 7).

2.1.5 - Composition du dossier d'enquête

Le dossier d'enquête était de taille réduite étant donné le caractère de cette seconde enquête parcellaire limitée à un seul compte de propriété ; le dossier comportait :

- une notice explicative rappelant le processus mis en œuvre depuis 2009, la D.U.P. de 2013, les difficultés rencontrées vis à vis des acquisitions parcellaires prévues de terrains appartenant à la Communauté des dépendances de Portement, et les dispositions prises préalablement à cette seconde enquête ;
- le plan de situation des périmètres de protection des deux captages de Béton et Gaillands ;
- l'état parcellaire détaillé du compte de la Communauté des dépendances de Portement ² ;
- les plans parcellaires avec représentation des périmètres de protection des deux captages ;
- la délibération du 17 novembre 2022 de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc citée plus haut (Cf. Annexe 3) demandant l'engagement de la seconde enquête parcellaire.
- un registre d'enquête (un exemplaire se trouvant en mairie de Servoz, et un autre exemplaire au siège de la CCVCMB à Chamonix, dans ses locaux situés dans l'immeuble de la mairie).

2.1.6 - L'information du public

2.1.6.1 - Annonces légales

La délibération de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc du 17 novembre 2022 a fait l'objet de la publication réglementaire applicable aux actes des collectivités territoriales, et notamment d'une transmission aux services de la Préfecture.

En application des dispositions du 3^{ème} alinéa de l'article 6 de l'arrêté préfectoral, il a été procédé à la publication de l'avis d'enquête publique dans « Le Dauphiné Libéré » (éditions des 27 février et 9 mars 2023) et dans « Le Messager » (éditions des 2 mars et 9 mars 2023 - Cf. Annexes 10 et 11), respectant ainsi l'obligation légale d'une annonce précédant l'ouverture de l'enquête, et d'un rappel en cours d'enquête.

2 - J'ai relevé une erreur de dactylographie sur l'une des mentions de cet état parcellaire : la dernière ligne en bas à gauche comporte une faute de frappe faisant apparaître une seconde fois la parcelle A 2232 pour 4858 m² alors qu'aurait dû être indiquée la parcelle A 2234 pour 11336 m² dont il est mention sur la même ligne, mais à droite du tableau (11336 m² correspondant à la somme des 378 m² concernés par l'emprise projetée + les 10958 m² du reliquat).

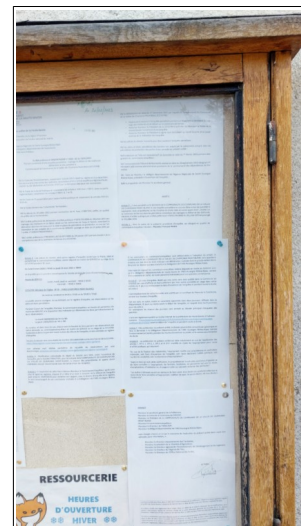
Cette erreur matérielle ne m'apparaît pas préjudiciable dans la mesure où le lecteur qui la remarque peut, avec un minimum de réflexion, trouver rapidement l'explication de l'erreur de frappe qui a fait apparaître deux fois la mention de la parcelle A 2232 et comprendre qu'il s'agit de la parcelle A 2234.

2.1.6.2 - Affichage réglementaire

Comme demandé à l'article 6 de l'arrêté préfectoral, la mairie de Servoz a procédé à cet affichage ; ce sont même les 5 pages de l'arrêté qui ont été affichées sur le panneau d'information en façade de la mairie de Servoz, comme en atteste la photographie ci-contre que j'ai prise le 6 mars.

La mairie de Servoz a établi un certificat d'affichage qui a été signé le 23 mars 2023, au dernier jour de l'enquête, à la fin de la seconde permanence (Cf. Annexe 12).

De son côté, la CCVCMB a procédé également à l'affichage de l'avis d'enquête sur le panneau à cet usage ; des attestations de dépôt du dossier à disposition du public durant la durée d'enquête, et d'affichage ont été établies, datées du 23 mars 2023, et m'ont été remises le 24 mars au lendemain de la clôture de l'enquête (Cf. Annexe 13).



2.1.6.3 - Publication réglementaire par voie informatique

Il figure dans l'arrêté préfectoral des dispositions concernant l'accès au dossier d'enquête par voie informatique, qui ont été mises en œuvre comme suit :

- le dossier était accessible par internet par le biais d'un registre dématérialisé ouvert par le prestataire « Registre numérique » ; on trouvera sur les deux pages de l'annexe 14 les copies d'écran attestant que le registre a été ouvert au public à compter du 6 mars à 14 h 00 jusqu'au 23 mars à 18 h 00, soit l'heure de début de la première permanence et l'heure de clôture de la seconde.
- sur le site de la Préfecture de Haute-Savoie, il a été possible d'accéder au dossier, à l'arrêté d'enquête et à l'avis via le suivi des enquêtes publiques (Cf. Annexe 8), la mise à jour ayant été effectuée dès le 21 février 2023.
- sur le site internet de la commune de Servoz, il a été donné l'information de l'ouverture de l'enquête publique et des heures de consultation possible du dossier, soit à la mairie de Servoz soit au siège de la CCVCMB, avec indication des heures autorisées, comme en atteste la copie d'écran figurant en Annexe 15.

2.1.7 – La notification individuelle à l'administrateur provisoire de la Communauté des dépendances de Pormenaz

L'acte le plus important qu'il convenait d'effectuer dans le cadre de cette enquête était la « *notification individuelle du dépôt du dossier* » (...) aux « *propriétaires ou ayants droits intéressés* ».

Dans le cas présent cette notification devait être faite à M. Jean-Claude MOGENY, en sa qualité d'administrateur provisoire de la Communauté des dépendances de Pormenaz désigné par le Président du Tribunal judiciaire de Bonneville.

Cette notification a été faite par courrier sous entête de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc daté du 23 février 2023, et a donné lieu à transmission sous pli recommandé avec demande d'accusé de réception, document qui a été signé par le destinataire le 24 février 2023 (Cf. Annexe 9).

De la sorte les dispositions figurant à l'article 4 de l'arrêté préfectoral ont été scrupuleusement respectées.

2.1.8 – Les registres d'enquête

Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral, j'ai ouvert, coté et signé deux registres d'enquête accessibles au public :

- le premier le 6 mars, au matin du jour de la première permanence, lorsque je me suis présenté à la CCVCMB ;
- le second le même jour, à 14 h 00, en mairie de Servoz où j'ai tenu cette première permanence de 14 h 00 à 18 h 00.

Les dossiers et registres d'enquête sont restés en mairie de Servoz et dans les locaux de la CCVCMB pendant toute la durée de l'enquête de façon à être accessibles au public en dehors des jours de présence du Commissaire Enquêteur.

2.2 - Déroulement de l'enquête

2.2.1 – Première permanence du 6 mars 2023

La mairie n'ouvrant le lundi que de 14 h 00 à 18 h 00, c'est ce créneau horaire qui avait été retenu dans l'arrêté préfectoral pour la première des deux permanences du commissaire enquêteur.

J'ai été accueilli à 14 h 00 par Mme Anouchka VERDIER, secrétaire de mairie, qui m'a installé dans la salle du Conseil, où j'ai ouvert et signé en tant que de besoin le registre d'enquête en début de permanence.

Je suis resté à disposition d'éventuels visiteurs durant les 4 heures prévues, mais aucune personne ne s'est présentée.

2.2.2 – Rencontre avec M. MOGENY

Rencontrer M. MOGENY m'est vite apparu indispensable, dans la mesure où c'est lui qui a été désigné comme administrateur provisoire du seul compte concerné par cette enquête parcellaire.

Après quelques recherches, j'ai pu avoir un entretien avec lui, dans les locaux de la Mairie, précisément dans la salle de réunion du Conseil Municipal, où j'ai tenu les deux permanences prévues par l'arrêté d'enquête. Pour des questions d'emploi du temps, cet entretien a eu lieu le vendredi 10 mars, et a duré un peu plus d'une heure.

* * * * *

Il est difficile pour moi de rendre compte de façon exhaustive et précise de cette entrevue, qui ne s'est pas particulièrement focalisée sur la seule question des deux captages.

M. MOGENY, qui administre de longue date, et à titre bénévole, les biens de la Communauté des dépendances de Pormenaz, ceci bien avant d'être désigné administrateur par voie judiciaire, a opéré un cadrage historique et sociologique de ce qui peut être qualifié de « droits d'usage » de terrains boisés à proximité du lac bien connu et de la Montagne de Pormenaz, qui se trouvent sur le territoire des deux communes de Servoz et de Passy (d'ailleurs une partie du périmètre de protection immédiat du captage des Gaillands se trouve à cheval sur la limite communale) .

La caractéristique de ces droits d'usage, liés à des « feux » (au sens de foyers), est d'être très

anciens ; à cet égard M. MOGENY m'a dit être en possession de nombreux documents, dont certains remontent à 1090.

L'organisation mise en pratique permettait une exploitation collective et à certaines époques de l'année, des alpages - qu'on désigne aussi sous le nom de « communiars » -, en tenant compte des « étages » où se situaient ces terres, autrement dit des terrains qui avaient des valeurs différentes selon l'altitude où ils se trouvaient.

Ce système quasi coutumier a longtemps été favorisé par les gouvernants, ducs de Savoie ou gouverneurs selon les époques, et a connu des modalités qui ont varié peu ou prou, le tout sans présenter un formalisme juridique très avancé (du moins par rapport au niveau d'exigence que l'on attend aujourd'hui).

Il a fallu attendre l'établissement du cadastre sarde, vers 1733, avec les conséquences fiscales qui en ont découlé, pour que les questions de propriété des terres concernées commencent à être établies un peu plus précisément au plan juridique.

Mais les périodes troubles de la fin du XVIII^{ème} siècle, durant lesquelles la France, sous la Révolution et l'Empire, s'est opposée au Royaume Sarde sur la question de la Savoie, ont été source d'imbricolages qui n'ont guère fait avancer les questions de statuts et de droits des terres d'alpage et des productions forestières.

Cette situation a duré tout le XIX^{ème} siècle, et même jusqu'à la seconde Guerre mondiale, à partir de laquelle les terres de montagne ont rapidement perdu de leur intérêt, aussi bien pour l'agriculture qui a délaissé les alpages d'été, que pour la production de bois des forêts d'altitude qui a rapidement décliné face à d'autres sources de chauffage.

Aujourd'hui la Communauté des dépendances de Pormenaz compte une soixantaine de propriétaires et ayants droits, qui depuis le début des années 1980 ont confié à M. MOGENY le soin de gérer la Communauté, notamment pour toutes les questions à régler avec toutes les administrations et instances extérieures.

* * * * *

Vis à vis des terrains concernés par les périmètres de protection des captage et dont l'acquisition est nécessaire, il faut retenir que les surfaces concernées sont de faible importance : les emprunts prévus représentent 2.444 m², à prélever sur un ensemble de 419.922 m², soit 0,58 %.

M. MOGENY m'a déclaré ne pas avoir d'objection à cette opération. Il estime d'ailleurs regrettable que les périmètres retenus pour le captage de Béton soient morcelés pour tenir compte de l'existence d'une piste intercommunale qui selon lui devrait être détournée.

Il souhaite cependant qu'un réexamen de la situation fiscale de la Communauté soit engagé, estimant que la situation actuelle n'est pas satisfaisante, l'imposition supportée apparaissant excessive au regard de la valeur des produits des terres et forêts.

* * * * *

Telle a été la teneur de l'entretien que j'ai eu avec M. MOGENY. J'ai conscience d'avoir rendu compte de façon très imparfaite des éléments historiques et sociologiques qu'il m'a exposés en un temps court, et j'espère qu'il me pardonnera ce côté approximatif de mon compte rendu.

Je conclurai sur ce très intéressant entretien en espérant que quelqu'un perpétuera le travail de recherche historique auquel il a consacré beaucoup d'années, et qui pourrait donner lieu à la production d'une étude mettant en lumière la façon dont les anciens Sardes géraient la patrimoine montagnard.

2.2.3 – Seconde permanence du 23 mars 2023

La seconde permanence en mairie de Servoz a eu lieu de 14 h 00 à 18 h 00.

En fin de permanence, M. Jérôme BOUCHET, 1^{er} adjoint au Maire de Servoz, a déposé une observation sur le registre papier disponible à la mairie, dans laquelle il fait part du souhait de la commune de voir la procédure aboutir enfin, afin de protéger et sécuriser l'alimentation en eau potable de la commune et des communes voisines.

Au terme de cette séance, j'ai clos le registre d'enquête, et récupéré le dossier, le registre, les journaux où figuraient l'avis d'enquête, ainsi que le certificat d'affichage en mairie dûment signé.

2.2.4 – Clôture de l'enquête

Compte tenu de la fin de la permanence à 18 h 00 à Servoz, et de la fermeture de bureaux de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc à 17 h 00, c'est donc le vendredi 24 mars matin que j'ai pu réceptionner les éléments du dossier qui se trouvaient à Chamonix, y compris le certificat d'affichage de l'avis d'enquête signé par M. le Président de la CCVCMB, M. Eric FOURNIER, mettant ainsi fin à la période d'enquête de 17 jours prévue par l'arrêté préfectoral.

Par ailleurs j'ai constaté que le registre dématérialisé avait été clos par le prestataire depuis le 23 mars à 18 h 00 comme cela était prévu, sans avoir fait l'objet de déposition.

3. Analyse

Au terme de l'enquête, il y a lieu de prendre acte de la bonne exécution de toutes les formes de publicité qu'avait préconisées l'arrêté préfectoral, aussi bien celles habituelles d'affichage en mairie, de parution dans deux journaux locaux, que celles utilisant la voie informatique avec la mise en ligne des décisions préfectorales et du dossier sur les sites de la Préfecture-ARS, de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc, de la Commune de Servoz, et enfin la mise à disposition du public d'un registre dématérialisé.

Malgré cette large information, l'enquête n'a pas suscité l'intérêt du public, ce qui n'est pas particulièrement étonnant dans la mesure où il s'agissait de la reprise d'une enquête parcellaire venant dans le prolongement d'une enquête publique ancienne puisque datant de 2012, ayant abouti à une Déclaration d'Utilité Publique de l'acquisition des terrains compris dans les périmètres de protection des forages de Béton et de Gaillands prise en juillet 2013, et dont la validité a été prolongée jusqu'en juillet 2023.

En fait cette enquête avait pour objectif prioritaire de renforcer la sécurité juridique de l'acquisition des parcelles à prélever sur la Communauté des dépendances de Pormenaz, en l'absence de statuts et de représentation satisfaisants au regard du droit contemporain de la propriété. A cet égard la récente nomination de M. MOGENY comme administrateur provisoire de cette Communauté a constitué une avancée significative. Cette circonstance explique ainsi qu'aucune observation émanant de la Communauté comme de son administrateur n'a été recueillie dans le cadre de l'enquête.

Fait à Sallanches, le 24 mars 2023
Le commissaire enquêteur



François MARIE

